

ALLOCATIONS DOCTORALES 2026 - NOTE - RECRUTEMENT DES DOCTORANTS

**OBJET : Allocations Doctorales 2026 - Note - Recrutement des doctorants**

<b>Informations sur l'emploi</b>		
	Organisation / Entreprise	Université de Rouen Normandie
	Domaine de recherche	Droit civil, Droit des sociétés et droit fiscal
	Profil du chercheur	Chercheur de premier stade (R1)
	Pays	France
	Date limite de dépôt des candidatures	<b>Jeudi 4 juin 2026, 15 h</b> Envoi du document unique (PDF) par mail à l'Ecole doctorale DROIT NORMANDIE. L'accusé-réception ne fera pas foi de la recevabilité de la candidature.
	Type de contrat	Temporaire
	Statut de l'emploi	Temps plein
	Le poste est-il financé par le programme-cadre de recherche de l'UE ?	NON
	L'emploi est-il lié à un poste de personnel au sein d'une infrastructure de recherche ?	NON

<b>Description de l'offre</b>		
	Description du poste et du projet de doctorat (fléché et financé)	Sujet de thèse financé.  <b><i>L'interprétation de la personnalité des sociétés par le droit fiscal.</i></b>

		<p><b>Bref argumentaire.</b></p> <p>La société, telle qu'appréhendée par le droit civil, est dotée d'une existence propre, distincte de celle de ses membres. Elle devrait donc, en principe, toujours être traitée comme telle sur le plan fiscal. Le droit fiscal étant un droit de superposition, les aspects civils et fiscaux sont étroitement imbriqués. Objectivement, aucune raison ne justifie l'existence de différences de qualification entre le droit des sociétés et le droit fiscal. Pourtant, de telles divergences existent. En effet, au sein même du Code général des impôts, pas moins de quatre interprétations distinctes de la personnalité des sociétés peuvent être identifiées.</p> <p>Dès lors, comment justifier cette différence de traitement par deux droits d'une même branche ? S'agit-il de la manifestation d'une autonomie du droit fiscal ? Comment le droit fiscal classe-t-il les différents types d'entités juridiques de droit privé ? Si la reconnaissance de la personnalité morale doit s'entendre comme une technique d'imputation des droits et obligations, comment certaines entités se voient-elles reconnaître la qualité de personne par le droit fiscal, alors qu'elles sont dépourvues de cette qualité sur le plan du droit privé ?</p> <p>L'objet du sujet consiste ainsi à appréhender, sous le prisme du droit fiscal, les caractéristiques de la notion de personnalité morale, afin d'en proposer une définition générale et progressive.</p>
<p><b>Exigences</b></p>	<p>Placement salarial</p>	<p>2100-2300 € / mois</p>
	<p>Eligibilité : pré-requis disciplinaires</p>	<p>Conditions d'éligibilité variant selon le porteur de projet :</p> <p>Pour présenter sa candidature au projet de thèse fléché et financé par l'Université de Caen Normandie, le(la) candidat(e) doit être titulaire d'un <b>master en droit privé</b> ou en voie de l'être au 1<sup>er</sup> sept. 2026. Une <b>mention</b> (AB, etc.) doit avoir été obtenue en master 1 ou 2.</p> <p>En outre, le(la) candidat(e) doit avoir suivi au cours de son cursus universitaire, des <b>enseignements en matière de droit fiscal et de droit des sociétés</b>, à la fois au</p>

		niveau master 1 et master 2.
	Conditions d'admission	<p>Après <b>audition</b> du (de la) candidat(e) devant un jury, le <b>mardi 9 juin 2026, à partir de 13 h. 45</b>, et <b>délibération</b> du Conseil restreint de l'ED Droit Normandie, sera admis à préparer une thèse consacrée à l'interprétation de la personnalité des sociétés par le droit fiscal, l'étudiant(e), ayant réuni les conditions d'admission suivantes :</p> <p>(1) Être titulaire d'un master en droit (privé ou public) au 1<sup>er</sup> septembre 2026, avec mention, et avoir suivi un parcours universitaire en adéquation avec le projet de thèse financé.</p> <p>(2) Être en mesure de se positionner par rapport au sujet de thèse pour convaincre de l'aptitude à entreprendre une recherche doctorale sur le sujet fléché.</p> <p>(3) Être en mesure de présenter, pendant l'<b>audition</b>, son cursus universitaire, le bien-fondé de son analyse du sujet et le calendrier de sa recherche sur les 3 ans que dure le contrat doctoral. Une expérience de tuteur ou de chargé de travaux dirigé en droit est un atout sérieux.</p> <p>(4) Avoir rédigé un <b>mémoire de droit privé</b> sur une question en lien avec le droit des sociétés ou le droit fiscal, dont la forme répond aux canons académiques. Dans le cas où le master est en cours, le candidat doit présenter et justifier son sujet de mémoire, un argumentaire détaillé, des pistes de recherche, la méthode suivie et une bibliographie.</p>
<b>Applications</b>		
		<p>La demande doit être présentée sous la forme d'un <b>document PDF unique</b>, dont les pages sont numérotées. L'ensemble du document doit contenir :</p> <p>(1) Une <b>lettre de motivation</b> décrivant brièvement les intérêts du candidat à la recherche et expliquant les raisons de sa candidature sur le projet de thèse.</p> <p>(2) Une description du <b>programme de recherche</b> sur 3 ans.</p> <p>(3) Un <b>curriculum vitae</b> (CV).</p>

		<p>(4) Les <b>copies</b> des relevés de notes, diplômes et documents attestant de l'achèvement des cours et de l'obtention d'un master en droit (privé ou public).</p> <p>(5) Les <b>coordonnées</b> de deux personnes de référence ou en situation de recommander le(la) candidat(e) au projet de recherche doctorale fléché et financé.</p> <p>(6) Le <b>mémoire de recherche</b> sur un sujet répondant à une problématique classique ou d'actualité en droit des sociétés ou droit fiscal (Taille minimale de 40 pages).</p>
<b>Lieu(x) de travail</b>		Université de Rouen (Normandie, France) UFR DESP 3 avenue Pasteur, 76 000, Rouen
<b>Où s'adresser ?</b>		Mail de l'école doctorale : <a href="mailto:gilles.raoul-cormeil@unicaen.fr">gilles.raoul-cormeil@unicaen.fr</a>
<b>Contact</b>		Mail du porteur ou directeur de thèse : <a href="mailto:frederic.douet@univ-rouen.fr">frederic.douet@univ-rouen.fr</a>